

Le Temps / Sortir
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 32'266
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 50'592 mm²

Que va-t-il rester de la coalition de droite après l'échec de la RIE III?



Toni Brunner, Philipp Müller et Christophe Darbellay. Les présidents de l'UDC, du PLR et du PDC ont lancé en 2015 l'idée d'une coalition de la droite pour défendre la place économique suisse. (LUKAS LEHMANN/KEystone)

RIE III Même si les trois nouveaux présidents des partis bourgeois sont politiquement proches, l'alliance décrétée par leurs prédécesseurs en 2015 ne fonctionne toujours pas

MICHEL GUILLAUME, BERNE

🐦 @mfguillaume

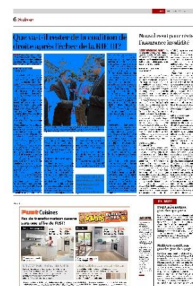
Que reste-t-il de l'alliance bourgeoise après sa cuisante défaite du 12 février sur la troisième réforme de l'imposition des entreprises (RIE III)? Une belle déclaration d'in-

attention surtout, à en croire les diverses réactions recueillies au lendemain du vote. Le glissement à droite des élections fédérales d'octobre 2015 ne s'est pas concrétisé dans les urnes.

Dans la grande interview qu'elle a accordée au *Temps* pas plus tard que samedi dernier, la présidente du PLR, Petra Gössi, confie qu'elle comptait fermement sur un oui à la RIE III pour rallumer la flamme de cette coalition: c'était en effet le dernier dossier d'importance cruciale où l'UDC, le PLR et le PDC avaient réussi à faire front commun au parlement.

Dans l'immédiat, cette alliance reste donc un vœu pieu. Le président du PDC, Gerhard Pfister, le dit sans ambages: «Nous n'avons pas besoin d'une coalition, mais de majorités populaires.» On est bien loin de ce qui fut l'une des images fortes de la précédente législature. Le 27 mars 2015, Toni Brunner (UDC), Philipp Müller (PLR) et Christophe Darbellay (PDC) proclament la coalition bourgeoise axée sur un catalogue de 13 mesures pour rendre la place économique suisse plus compétitive à la suite de l'abandon du taux plancher du franc par rapport à l'euro. Ce n'est pas un remake du serment des trois Suisses, mais presque, tant la poignée de main est franche et la tape sur les épaules virile.

Sila démarche n'avait guère porté de fruits avant les dernières élections fédérales, l'avènement – au printemps 2016 – de trois nouveaux présidents de parti fait renaître l'espoir d'une alliance plus compacte que par le passé: Albert Rösti à l'UDC, Petra Gössi au PLR et Gerhard Pfister au PDC affichent un profil beaucoup plus homogène



Le Temps / Sortir
1002 Lausanne
021 331 78 00
www.letemps.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 32'266
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.217
Abo-Nr.: 1095889
Seite: 6
Fläche: 50'592 mm²

que leurs prédécesseurs. Plus conciliant que Toni Brunner, Albert Rösti annonce d'emblée la couleur: «A mes yeux, la coalition sera un combat permanent.» Et Petra Gössi, très proche de Gerhard Pfister sur la politique économique, y croit aussi.

«Une coalition, ce n'est pas suisse»

Aujourd'hui, tout le monde déchanté, sauf les sceptiques de la première heure, comme Dominique de Buman (PDC/FR). «Il n'y a jamais eu de coalition avalisée par la base des partis, juste une déclaration commune des présidents», précise-t-il. Olivier Feller (PLR/VD) abonde dans ce sens: «Il est illusoire de croire en une coalition constante et systématique entre nos trois partis bourgeois, tant les alliances varient en fonction des objets.» Tous deux se rejoignent sur ce

point: la Suisse vit sur une démocratie de concordance et non sur un système de blocs. «Une coalition, ce n'est pas suisse. Aucun parti ne s'y tient», renchérit Dominique de Buman.

Or, force est de reconnaître que les majorités sont à géométrie très variable au parlement ces derniers temps. Sur la mise en œuvre de l'initiative de l'UDC «Contre l'immigration de masse», le PLR a travaillé avec la gauche. Dans la réforme des

retraites, rien n'est encore joué, mais le PS et le PDC font bloc face au PLR et à l'UDC. Quant au débat sur le budget 2017, il a donné lieu à un psychodrame dans la mesure où une alliance contre nature entre l'UDC et le PS a débouché sur son rejet au Conseil national.

Sur le principe d'une coalition bourgeoise, la vice-présidente de l'UDC, Céline Amaudruz, y croit encore: «Il faut une droite élargie pour gagner des combats ensemble. Rien ne sert de sombrer dans la panique à la suite d'un échec», remarque-t-elle. Raison

pour laquelle elle se demande s'il ne serait pas plus judicieux de ne plus confier à l'avenir le leadership d'une campagne de votation à un parti dont la base est acquise à une réforme – comme le PLR pour la RIE III –, mais à un autre. Olivier Feller refuse lui aussi de trop dramatiser: «Les votes au Conseil national ont montré qu'en matière de politique financière, fiscale et économique, l'UDC et le PLR forment tout de même une alliance solide.»

«Nécessité d'un centre fort»

C'est vrai, mais lorsque les partis bourgeois passent en force au parlement, le message ne passe plus devant la population. «La votation sur la RIE III a surtout montré que nous n'obtenons pas de majorité populaire en votation sans un projet équilibré», analyse le président du PDC, Gerhard Pfister. «Nous avons pu mesurer le 12 février l'impérieuse nécessité d'un centre politiquement fort, celui que soutient la classe moyenne dans notre système de démocratie directe», ajoute-t-il.

Dans les faits, deux éléments ont fait échouer cette coalition jusqu'à présent. Sur certains thèmes phares comme l'immigration ou la politique énergétique, l'UDC préfère s'isoler pour mieux se profiler que de prêter la main à des compromis. De plus, le Conseil des Etats n'a pas connu le même glissement à droite que le Conseil national, et c'est justement sur lui que comptent la gauche et le PDC pour faire passer une réforme des retraites susceptible d'être approuvée par le peuple. ■

La Suisse vit sur une démocratie de concordance et non sur un système de blocs